



MINISTÈRE DE L'INFORMATION  
ET DU TOURISME

Kigali, le 13 avril 1967.

N° 96/INFORTOU/G/67.-

Réf. n° :

Annexe :

Objet :



A S.E. Monsieur le Président  
de la République Rwandaise  
à KIGALI.-

A Leurs Excellences les Ministres (tous)  
à KIGALI.

✓ Monsieur le Président,  
Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre  
ci-annexée, la Note-Commentaire sur le Plan Inté-  
rimaire d'Urgence.

Je vous en souhaite bonne réception.

Le Ministre de l'Information  
et du Tourisme

Fr. MINANI.



NOTE - COMMENTAIRE  
sur  
L'ETUDE DE DEVELOPPEMENT  
PLAN INTERIMAIRE D'URGENCE  
=====

Loin de moi l'idée de verser dans la prolixité et la verbosité du détail, car le volume et la complexité de la matière à considérer défient tout regard pressé.

Non plus l'ambition de présenter une synthèse complète sur l'essentiel, car n'y peut prétendre qu'un spécialiste, ou mieux des spécialistes complémentaires.

N'empêche cependant que je tenterai un commentaire panoramique nécessairement incomplet, voire superficiel à beaucoup d'égards; c'est là forcément la mesure de mon intention.

Voici, pour faciliter la compréhension, les chapitres que j'aurai à développer:

Chapitre I: Considérations préliminaires:  
Objectifs du Développement.

Chapitre II: Contexte du Développement au Rwanda:  
Facteurs et objectifs prioritaires du plan, la marge de chance de réussite.

Chapitre III: Constatations finales:  
Le Pays est condamné à réussir, ne fût-ce que pour sa survie.

Procédons tout de suite chapitre par chapitre.

Chapitre I: Considérations préliminaires:  
Objectifs du Développement.

Il s'agit ici, de caractériser la motivation fondamentale, le vrai processus et la véritable finalité du Développement intégral et harmonisé.

Le vrai développement est pour l'homme, avec et par sa participation.

Le progrès qui est l'expression effective du vrai développement n'a de raison d'être que s'il est conçu:

- pour l'homme en tant que finalité;
- par l'homme en tant que pleinement conscient de ses besoins vitaux et fondamentaux et donc de l'impérieuse nécessité de les satisfaire;
- avec l'homme en tant que agent irremplaçable de réalisation d'auto-développement.

1° PROGRES POUR L'HOMME

C'est l'homme compris dans sa totalité, à la fois individu et être social. Le Développement doit donc viser à la promotion humaine, au progrès social, dans le respect de l'harmonie et de la hiérarchie des droits et obligations de chacun et de tous.

Le problème est de subvenir le mieux possible à des besoins nombreux et quasi illimités inhérents à la nature de l'homme, avec des ressources insuffisantes. D'où la nécessité d'une valorisation optimale de ces ressources naturelles et moyens humano-techno-financiers disponibles, possibles et potentiels.

.../...



En définitive il s'agit d'ordonner les ressources et les moyens aux besoins de l'homme et aux réalités de la société, non pas seulement pour la survie: satisfaction des besoins physiologiques ou de simple subsistance, mais pour le mieux-être et l'épanouissement humain dans des conditions favorables, comme par exemple mieux manger, se loger et s'habiller décentement, s'instruire et faire éduquer ses enfants; bref mieux satisfaire des besoins tant matériels, moraux que spirituels.

### 2° PROGRES PAR L'HOMME

Etant le centre d'intérêt du développement, l'homme vivant en société doit prendre pleinement conscience de ses besoins vitaux et fondamentaux.

Une fois ces besoins ressentis, il doit: concevoir et rechercher les méthodes les plus adaptées pour les satisfaire; être réceptif aux techniques de changement et en avoir la ferme conviction; aspirer au progrès et au mieux-être et en accepter les sacrifices.

Connaissant ses besoins prioritaires d'une part, conscient de ses possibilités de l'autre, il doit communier à la volonté générale pour la réalisation des objectifs prioritaires, comme par exemple travailler plus et mieux pour produire plus, améliorer son revenu monétaire et son niveau de vie générale, contribuer ainsi au relèvement du niveau de vie national, grâce à plus d'échange et de circulation des biens pour tendre vers leur meilleure répartition.

### 3° PROGRES AVEC L'HOMME

Il s'agit de l'homme en tant qu'agent irremplaçable et dynamique pour opérer son développement, donc de l'investissement humain en général; il doit participer activement et consciemment à l'oeuvre commune du développement national.

Cela exclut la méthode d'imposition qui cède place dans une large mesure à l'adhésion massive et volontaire motivée par tout un processus de mise à condition et d'éducation au développement, tel que: animation, vulgarisation de la technologie propre à opérer le changement recherché, sensibilisation et puis mobilisation de l'opinion par une campagne massive d'information, transformation des mentalités archaïques et anti-progrès de tous ordres: politiques, économiques, sociologiques, technologiques, psychologiques, moraux ou religieux.

Le fruit de tout ce qui précède doit se concrétiser par l'accueil, l'acceptation, la participation et la collaboration de toute la population à l'exécution de l'oeuvre commune de développement global et harmonisé, conçu et décidé par l'autorité politique compétente comme nous le verrons tout de suite.

#### II- La décision de l'autorité politique ou plan prévisionnel des objectifs prioritaires du Développement.

Que j'aie procédé par le bout de la chaîne comme cela ressort dans les pages précédentes, c'est bien exprès pour souligner le centre d'intérêt et la finalité du développement qu'est l'homme.

A présent je vais donc aborder le cadre précis de l'action de développement en tant qu'un ensemble d'objectifs conçus, ordonnés et décidés par l'autorité mandatée par la Nation: je veux parler d'un Plan de développement.

En effet planifier c'est prévoir, non pas au hasard, mais à partir des données aussi précises que possible. D'où au préalable un inventaire soigneux de tous les éléments de la situation, une étude analytique sélective de tous les facteurs du développement par des moyens techniques et statistiques valables, comme par exemple une étude démographique, facteur essentiel de tout développement.

Tout cela doit aboutir à une synthèse polarisant les objectifs estimés prioritaires dans un ensemble de décisions cohérentes, coordonnées vers un même objectif, comme par exemple l'utilisation optimum de l'ensemble des ressources du pays en se donnant comme objectif la valorisation humaine maximum de toute sa population.



Le plan comme cadre efficace de développement matérialise donc la volonté générale de changement par un schéma des objectifs précis et sérieux par priorité, vise la valorisation des investissements, programme les actions à exécuter, établit un catalogue précis des étapes de réalisation, prévoit les effets tant bénéfiques que maléfiques inévitables en cours de réalisation du développement, détermine la hiérarchie des agents préposés à son exécution.

C'est dire donc en définitive qu'un plan est un ensemble d'options fondamentales estimées valables, un engagement courageux, une très lourde responsabilité, une décision capitale de la part de l'autorité politique responsable du développement devant toute la Nation.

## Chapitre II: Contexte du développement au Rwanda: facteurs et objectifs prioritaires du plan, la marge de chance de réussite.

En guise d'introduction, ayons l'honnêteté et le réalisme de reconnaître que certes les instruments de recherche, d'étude et d'analyse des données de base pour la planification au Rwanda sont nécessairement imparfaits, mais que cependant le fait qu'il s'agit d'un plan intérimaire d'urgence permet de dégager des constatations prioritaires et de tabler sur des hypothèses valables, avec une marge de sécurité suffisante et une grande latitude permettant leur adaptation et réajustement durant la période de transition, avant d'arrêter un plan définitif basé sur des données mieux vérifiées.

On peut dire donc qu'avec une discipline à la fois implacable et souple, la marge de chance de réussite est d'ores et déjà assurée.

Avant d'aborder le recensement des facteurs les plus saillants et des objectifs prioritaires que postule le développement au Rwanda, je me permets de poser le problème par deux principes fondamentaux:

- 1° A court terme, la Planification est pour le Rwanda une option vitale de survie de sa population explosive, et à long terme, une voie vers la promotion économique et humaine par un niveau de vie plus élevé;
- 2° Le fond du problème est donc d'accroître la production pour faire face aux besoins de cette même population.

Brossé à grands traits, le contexte géo-politico-économique du Rwanda se caractérise comme suit:

- 1° Eloignement des voies économiques de transport: les Océans (l'accès le plus court Rusumo-DAR-ES-SALAM sera de 1379 Kms)

Avec pour conséquences, les coûts très élevés à l'exportation et à l'importation, la diminution des bénéfices en devises à l'exportation, l'accroissement des dépenses à l'importation, le freinage des biens d'équipement, la dépendance économique envers les pays voisins, le danger d'isolement et d'étouffement à la moindre difficulté, le courant insuffisant de circulation et d'échange de marchandises.

- 2° Explosion démographique exceptionnelle.

Avec une population de 3.000.000 qui aura doublé d'ici 20 ans, sur une superficie de 26.338 Km<sup>2</sup>, une densité démographique moyenne de 114 habitants au Km<sup>2</sup>, des terres cultivables représentant 8.083 Km<sup>2</sup> de la superficie totale, une densité physiologique de 367,43 habitants au Km<sup>2</sup>, un pourcentage très élevé des jeunes de moins de 18 ans: 51,4% chiffre de 1965, donc beaucoup de bouches à nourrir et à entretenir par une population minoritaire adulte, active et productive: 43,4% soit 1.300.000 habitants, un taux de natalité de 4,22%, un taux de mortalité de 1,95% et donc un taux d'accroissement de 2,27% chiffre de 1949. D'où un taux d'accroissement réel actuel se situant entre 3 et 3,5% par an qui reste exceptionnellement élevé de toute l'Afrique.

D'où sans un effort massif d'investissement et de production accrue, le problème démographique restera insoluble.

- 3° Raréfaction des terres cultivables.

Les terres aptes à une utilisation agricole sont estimées à 1.853.593 Ha, donc 70,4% de la superficie totale du Rwanda contre 751.786 Ha soit 28,5% des terres inexploitable.



La répartition des terres exploitables se fait comme suit:

- 808.375 Ha ou 30,6% de terres cultivables,
- 817.116 Ha ou 31% de terres de pâturages,
- 228.102 Ha ou 8,8% de terres boisées ou à reboiser.

Cette raréfaction des terres cultivables est aggravée par l'accroissement démographique explosif, l'érosion catastrophique et le déboisement, la surcharge humaine et bovine, l'exploitation irrationnelle, le relief très tourmenté, la superficie importante occupée par des lacs, des marais non valorisés faute de capitaux, des régions semi-arides et savanes de l'Est.

Donc bien que relativement riche, le sol rwandais se dégrade et s'épuise très rapidement parce que rarement enrichi et sans fumure suffisante.

D'où la première priorité est de sauvegarder à tout prix ce capital rare qu'est la terre.

#### 4° Production agricole à accroître et valoriser.

Dans une première phase du développement le rôle moteur de la production agricole est essentiel, d'abord pour survivre, ensuite pour s'épanouir c'est-à-dire pour mieux vivre: satisfaire les besoins de subsistance, exporter et importer pour s'équiper, améliorer le revenu monétaire, la balance commerciale, constituer l'épargne...

Il faut donc passer rapidement d'une économie de subsistance à une économie de marché, d'une économie d'auto-consommation à une économie monétaire, par l'amélioration et l'accroissement du volume de productivité agricole pour les cultures industrielles, diversifier les productions d'exportation: café, thé, pyrèthre, orienter, spécialiser et régionaliser les productions agricoles, les rendre complémentaires pour une économie de marché, avec atténuation de la dépendance monoculturelle des fluctuations des prix sur les marchés mondiaux, valoriser comme déjà dit le facteur rare: la terre, consentir un grand effort d'investissements agricoles, se préoccuper de la formation des cadres adéquats, jamais perdre le contact avec la population rurale à animer et à sensibiliser au développement.

En conclusion, il faut accroître la production à un taux minimum de 3% l'an en s'efforçant d'atteindre le plus tôt possible le taux de croissance de 5%, vu la nécessité de faire face à la croissance démographique supérieure à 3% par an.

#### 5° Industrie encore embryonnaire.

Le taux d'industrialisation du Rwanda qui est encore très modeste, doit s'accroître pour résoudre plus que la production agricole, le problème du sous-emploi chronique et assurer le plein emploi, améliorer le revenu intérieur brut qui est en-dessous de la moyenne.

En effet en 1964 l'effectif total de l'emploi était de l'ordre de 11% de la population adulte masculine, donc un faible niveau d'emploi: 5,71% de la population active (1.300.000) pour le secteur public, 3,95% de la population active pour le secteur privé, avec la prédominance du secteur primaire dans l'emploi: 33% des effectifs recensés affectés à l'agriculture et aux industries extractives.

Quant au revenu intérieur brut par habitant qui est très faible, il s'élevait à 2.163 Fr.Rw. ou 43\$ U.S. en 1964, alors que le produit monétaire était de 866 F.Rw. soit 17,3 \$ U.S.

Dans les prévisions de 1970 pour l'ensemble du secteur salarié privé et public, l'augmentation de l'emploi sera de 23.700 unités, soit une augmentation de près de 31% de l'estimation globale de 1964 (74.290). Elle correspondra à une amélioration sensible du taux de l'emploi puisque dans le même temps la croissance de la population aura été de 17%.

Pour le produit intérieur brut, il est prévu une augmentation de l'ordre de 34% du Produit Intérieur Brut de 1964 à 1970, soit un taux moyen annuel de croissance de 5%, une augmentation de produit intérieur monétaire de 74,6% (soit un taux moyen annuel de croissance de 9,6%), et une amélioration du produit par habitant qui s'élèvera:

- pour le produit intérieur brut par capita: de 2.163 F.Rw. (en 64) à 2.538,9 F.Rw. (en 70) ou lieu de 50,77\$ U.S. dans l'hypothèse de non-dévaluation, soit de 43\$ U.S. à 25,389\$ U.S. (en 70)



- pour le produit monétaire:  
de 866 F.Rw. à 1.297,7 F.Rw.  
soit de 17,3\$ U.S. à 0,25.95\$ U.S. au lieu de 25,95\$ U.S. dans  
l'hypothèse de non-dévaluation.

Etant donné que pour l'industrialisation le Rwanda dispose quand même d'un certain nombre d'atouts non négligeables, tels entre autres, une main-d'oeuvre excédentaire, un potentiel énergétique considérable, des matières premières du sol et sous-sol intéressantes, il importera de procéder selon les priorités que voici: 1- Valorisation maximale des produits agricoles, 2- Valorisation des industries de biens de consommation, 3- Préparation de la mise en oeuvre de l'industrie lourde.

Il faudra donc procéder par étape en commençant par ce qui est disponible pour atteindre le souhaitable:

- Rationalisation de l'industrie extractive: faute de prospection généralisée et d'exploitation rationnelle, le sous-sol n'a pas encore dit son dernier mot; voilà donc un problème de capitaux et d'investissements, afin de valoriser les productions minières, le gaz méthane du lac Kivu, les gisements de tourbe, etc...
- Valorisation des produits de l'agriculture et de l'élevage comme le café, le thé, le pyrethre, arachide, coton, soja, canne à sucre, banane, lait, cuir, légumes ...
- Implantation des industries de consommation et de transformation diverses: textiles, alimentaires, chimiques, mécaniques, etc..
- Préparation des industries de base:
  - métallurgique: fonderie d'acier, d'étain.
  - valorisation du gisement de gaz méthane avec les industries dérivées: chimiques, plastiques, etc...
- Industrie énergétique comme préalable nécessaire à une industrialisation véritable: potentiel très élevé, mais interconnexion urgente des centrales de la **MPARUKA** et de **MURURU** avant de songer aux aménagements nouveaux.
- Organisation de l'industrie artisanale et touristique, dont le potentiel est certain et l'attrait particulier, en fonction des facteurs d'une tradition artisanale antique, du climat tempéré, constant et printanier, des paysages paradisiaques: lacs d'un bleu d'azur, volcans majestueusement célestes, parcs de renom en faune et flore.

Ceci favorisera l'importation massive des devises étrangères.

En conclusion, constatons l'importante contribution des industries dans la création des emplois: 2.179 emplois cités dans les besoins, 1.439 emplois retenus dans la tranche prioritaire quinquennale sur un total global de 23.700 unités.

6° Dépendance à l'égard des aides extérieures pour les investissements productifs et leur financement.

En effet le financement extérieur représente 68,74% du financement total et 80,58% du financement monétaire - C'est dire donc la prépondérance de l'aide extérieure sur le financement intérieur qui est de 31,25% des investissements proposés par la tranche prioritaire.

Ce qui précède traduit donc la faiblesse du niveau économique et donc de la formation du capital épargne, un niveau bas de revenu, des finances publiques déficitaires, la capacité d'exporter insuffisante, la balance des paiements en déséquilibre, et donc la modicité des ressources monétaires pour l'investissement.

Tous ces impératifs *postulent* donc la souplesse et le réalisme dans la négociation des aides extérieures, la poursuite énergique de la formation du capital national, la mobilisation de l'épargne privée, la création et l'encouragement des organisations coopératives et pré-coopératives ainsi que d'une Banque de Développement devant centraliser et financer les programmes d'investissements productifs, l'accroissement des ressources financières et monétaires par une fiscalité et une taxation adaptées, car leur niveau actuel interdit le développement, la promotion du développement communautaire avec l'épargne travail qui est estimée à 14,69% des investissements totaux et 57% du financement intérieur grâce à l'information qui permet la mobilisation des masses dans le processus du développement.



Il faudra donc améliorer sensiblement le taux d'investissements publics qui en 1965 se situait vers 3,8%, ce qui est encore très modeste.

7° Carrence alarmante des cadres.

Ceci a pour conséquence une administration publique généralement inefficace, et pour cause un enseignement inadapté aux problèmes du développement, orienté vers la bureaucratie.

Comme déjà relaté dans les considérations préliminaires, sans le concours conscient de l'homme en tant qu'agent du développement, celui-ci serait illusoire - C'est dire donc l'importance déterminante de l'investissement intellectuel dans le développement et la promotion de l'homme.

La pénurie des cadres moyens d'encadrement constituera un obstacle essentiel au développement, le plus difficile d'ailleurs à lever, car toute improvisation dans ce domaine peut être catastrophique. Il faut un effort intense de perfectionnement et de formation qui exige le respect d'un timing raisonnable.

L'effort que consent la Nation pour la scolarisation est énorme, car le taux de scolarisation estimé à 27% en 58-59, s'est élevé à 48% en 64-65, sur base des effectifs scolarisables de 25% de la population totale, dont à l'école primaire 90% de garçons et 67% de filles.

Etant donné les facteurs défavorables, comme les locaux peu satisfaisants et insuffisants, le matériel didactique très limité, et la pénurie des maîtres qualifiés, il faudra résoudre le problème essentiel de l'enseignement qui est celui de l'adaptation de la politique scolaire aux ressources financières et humaines disponibles et de l'orientation aux impératifs du développement: former les cadres orientés vers les tâches du développement et selon les besoins prioritaires, grâce à un cycle d'orientation unique et programmé pour déboucher sur des spécialités déterminées.

Après ce tour d'horizon, je crois qu'il est temps de passer au dernier chapitre de mon exposé.

### Chapitre III: Constatations finales:

Le pays est condamné à réussir,  
ne fût-ce que pour sa survie.

Comme il appert ci-dessus, ne serait-ce que seulement pour survivre à sa pression démographique qui pèse sur le pays un grave danger, le Rwanda se trouve devant un problème vital, celui de réussir son développement à tout prix. Avant tout donc il doit renforcer l'économie pour faire face à l'explosion démographique.

Bien sûr pour réussir un développement planifié, il ne suffit pas de préparer un programme d'action traduisant la volonté générale de changement, ni d'en décider les objectifs prioritaires, il faut en assurer l'exécution effective. C'est donc poser dans le cas du Rwanda, le problème de la capacité de réalisation des objectifs prioritaires retenus pour une période quinquennale. Durant cette période de relance de l'économie, la tâche ne sera pas aisée, car le volume global des priorités retenues est considérable eu égard aux moyens limités pour y faire face.

En partant de l'année 1964, nous constatons que le produit intérieur brut a été évalué à 6.500 millions.

La valeur des besoins d'investissement retenu s'élève à environ 7 milliards. Son exécution en 5 ans correspondrait à un rythme moyen annuel d'exécution de 1.400 millions soit environ 21,5% du produit intérieur de 1964 - Si le produit intérieur s'accroît au rythme de 5% par an la masse de 7 milliards d'investissements représenterait encore près de 20% du produit de la période quinquennale.

Mais malgré la sous-estimation des investissements privés, si toutes les opérations retenues, publiques et privées étaient réalisées, la masse globale des investissements approcherait probablement de 23 à 24% du produit intérieur brut.



C'est un pourcentage extrêmement élevé qui ne peut être atteint dans les conditions de niveau économique du pays sans un effort considérable, sans comprimer impitoyablement la consommation et imposer à la population de lourds sacrifices qui peuvent être insupportables.

Pour les investissements publics donc, dont l'accroissement sera nécessairement progressif, la réalisation en 5 ans correspondrait pour les seuls investissements monétaires à un rythme moyen annuel de 909 millions soit près de 14% du produit intérieur actuel. Sur un produit croissant à 5% l'an ce volume serait encore de 11,3% ce qui est certainement très lourd.

Il sera donc très difficile de passer à un rythme de réalisation de 909 millions par an. Pour réaliser plus de 4.500 millions en 5 ans il faudrait imposer aux dernières années de la période une masse d'investissements publics écrasante, insupportable pour l'économie.

D'autre part il faut constater que le montant moyen annuel envisagé de 909 millions doit être rapproché du volume budgétaire: 847 millions en dépenses et 711 millions en recettes en 1965.

Le financement des investissements publics incomberait aux finances publiques nationales pour environ 790 millions soit une moyenne annuelle de 158 millions.

La conclusion est qu'il est très difficile de déterminer le volume réalisable par l'investissement public, mais que la sous-évaluation des investissements privés et de l'épargne travail permet d'espérer la réalisation d'un volume global plus élevé.

Le Rwanda devra évidemment jouer à fond tous les atouts à sa disposition: îlot de sécurité, réelle stabilité politique, attitude générale d'austérité, unité nationale et homogénéité culturelle et linguistique, esprit révolutionnaire soutenu par une démocratie disciplinée et une aspiration populaire au progrès, contact constant avec la masse, la sensibilité au développement, exploitation optimale de la diffusion de l'information et de la culture, avec comme rôle déterminant d'acquisition et de maintenance des connaissances, avec une nécessité particulière dans un pays d'habitat aussi dispensé.

L'information permet en effet de faire connaître à la population les moyens d'améliorer ses conditions de vie, renforce son sentiment de communauté, combat l'isolement des hommes et les conduit à mieux participer à l'effort national, permet la promotion du développement communautaire, la mobilisation populaire grâce à une action massive, simultanée voire instantanée sur l'ensemble de la population ou sur les grands ensembles d'auditoires.

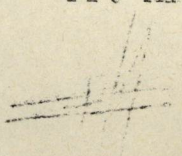
Grâce à l'information, le Gouvernement peut populariser les décisions prises dans le cadre du plan de développement et ainsi maintenir une vigoureuse impulsion sur la population soit directement, soit par l'entremise du personnel d'encadrement.

En définitive le volume des réalisations dépendra dans une mesure prépondérante du financement extérieur qui pourra être obtenu, des négociations sur les opérations et de leur délais, mais le Rwanda pour sa part devra renforcer l'économie pour sa survie politique et démographique, et consentir un effort massif d'amélioration générale des rendements, pour qu'au delà du développement économique et grâce à lui, la promotion humaine soit assurée comme objectif ultime du développement.

Le Rwanda est donc condamné à réussir son développement, d'abord pour survivre, ensuite pour mieux vivre.

Le Ministre de l'Information  
et du Tourisme

Fr. MILANI





NOTE - COMMENTAIRE  
sur  
L'ETUDE DE DEVELOPPEMENT  
PLAN INTERIMAIRE D'URGENCE  
=====

Loin de moi l'idée de verser dans la prolixité et la verbosité du détail, car le volume et la complexité de la matière à considérer défient tout regard pressé.

Non plus l'ambition de présenter une synthèse complète sur l'essentiel, car n'y peut prétendre qu'un spécialiste, ou mieux des spécialistes complémentaires.

N'empêche cependant que je tenterai un commentaire panoramique nécessairement incomplet, voire superficiel à beaucoup d'égards; c'est là forcément la mesure de mon intention.

Voici, pour faciliter la compréhension, les chapitres que j'aurai à développer:

- Chapitre I: Considérations préliminaires:  
Objectifs du Développement.
- Chapitre II: Contexte du Développement au Rwanda:  
Facteurs et objectifs prioritaires du plan, la marge de chance de réussite.
- Chapitre III: Constatations finales:  
Le Pays est condamné à réussir, ne fût-ce que pour sa survie.

Procédons tout de suite chapitre par chapitre.

- Chapitre I: Considérations préliminaires:  
Objectifs du Développement.

Il s'agit ici, de caractériser la motivation fondamentale, le vrai processus et la véritable finalité du Développement intégral et harmonisé.

- I. Le vrai développement est pour l'homme, avec et par sa participation.

Le progrès qui est l'expression effective du vrai développement n'a de raison d'être que s'il est conçu:

- pour l'homme en tant que finalité;
- par l'homme en tant que pleinement conscient de ses besoins vitaux et fondamentaux et donc de l'impérieuse nécessité de les satisfaire;
- avec l'homme en tant que agent irremplaçable de réalisation d'auto-développement.

#### 1° PROGRES POUR L'HOMME

C'est l'homme compris dans sa totalité, à la fois individu et être social. Le Développement doit donc viser à la promotion humaine, au progrès social, dans le respect de l'harmonie et de la hiérarchie des droits et obligations de chacun et de tous.

Le problème est de subvenir le mieux possible à des besoins nombreux et quasi illimités inhérents à la nature de l'homme, avec des ressources insuffisantes. D'où la nécessité d'une valorisation optimale de ces ressources naturelles et moyens humano-techno-financiers disponibles, possibles et potentiels.

.../...



En définitive il s'agit d'ordonner les ressources et les moyens aux besoins de l'homme et aux réalités de la société, non pas seulement pour la survie; satisfaction des besoins physiologiques ou de simple subsistance, mais pour le mieux-être et l'épanouissement humain dans des conditions favorables, comme par exemple mieux manger, se loger et s'habiller décentement, s'instruire et faire éduquer ses enfants; bref mieux satisfaire des besoins tant matériels, moraux que spirituels.

### 2° PROGRES PAR L'HOMME

Etant le centre d'intérêt du développement, l'homme vivant en société doit prendre pleinement conscience de ses besoins vitaux et fondamentaux.

Une fois ces besoins ressentis, il doit: concevoir et rechercher les méthodes les plus adaptées pour les satisfaire; être réceptif aux techniques de changement et en avoir la ferme conviction; aspirer au progrès et au mieux-être et en accepter les sacrifices.

Connaissant ses besoins prioritaires d'une part, conscient de ses possibilités de l'autre, il doit communier à la volonté générale pour la réalisation des objectifs prioritaires, comme par exemple travailler plus et mieux pour produire plus, améliorer son revenu monétaire et son niveau de vie générale, contribuer ainsi au relèvement du niveau de vie national, grâce à plus d'échange et de circulation des biens pour tendre vers leur meilleure répartition.

### 3° PROGRES AVEC L'HOMME

Il s'agit de l'homme en tant qu'agent irremplaçable et dynamique pour opérer son développement, donc de l'investissement humain en général; il doit participer activement et consciemment à l'oeuvre commune du développement national.

Cela exclut la méthode d'imposition qui cède place dans une large mesure à l'adhésion massive et volontaire motivée par tout un processus de mise à condition et d'éducation au développement, tel que: animation, vulgarisation de la technologie propre à opérer le changement recherché, sensibilisation et puis mobilisation de l'opinion par une campagne massive d'information, transformation des mentalités archaïques et anti-progrès de tous ordres: politiques, économiques, sociologiques, technologiques, psychologiques, moraux ou religieux.

Le fruit de tout ce qui précède doit se concrétiser par l'accueil, l'acceptation, la participation et la collaboration de toute la population à l'exécution de l'oeuvre commune de développement global et harmonisé, conçu et décidé par l'autorité politique compétente comme nous le verrons tout de suite.

#### II- La décision de l'autorité politique ou plan prévisionnel des objectifs prioritaires du Développement.

Que j'aie procédé par le bout de la chaîne comme cela ressort dans les pages précédentes, c'est bien exprès pour souligner le centre d'intérêt et la finalité du développement qu'est l'homme.

A présent je vais donc aborder le cadre précis de l'action de développement en tant qu'un ensemble d'objectifs conçus, ordonnés et décidés par l'autorité mandatée par la Nation: je veux parler d'un Plan de développement.

En effet planifier c'est prévoir, non pas au hasard, mais à partir des données aussi précises que possible. D'où au préalable un inventaire soigneux de tous les éléments de la situation, une étude analytique sélective de tous les facteurs du développement par des moyens techniques et statistiques valables, comme par exemple une étude démographique, facteur essentiel de tout développement.

Tout cela doit aboutir à une synthèse polarisant les objectifs estimés prioritaires dans un ensemble de décisions cohérentes, coordonnées vers un même objectif, comme par exemple l'utilisation optimum de l'ensemble des ressources du pays en se donnant comme objectif la valorisation humaine maximum de toute sa population.



Le plan comme cadre efficace de développement matérialise donc la volonté générale de changement par un schéma des objectifs précis et sérieux par priorité, vise la valorisation des investissements, programme les actions à exécuter, établit un catalogue précis des étapes de réalisation, prévoit les effets tant bénéfiques que maléfiques inévitables en cours de réalisation du développement, détermine la hiérarchie des agents préposés à son exécution.

C'est dire donc en définitive qu'un plan est un ensemble d'options fondamentales estimées valables, un engagement courageux, une très lourde responsabilité, une décision capitale de la part de l'autorité politique responsable du développement devant toute la Nation.

## Chapitre II: Contexte du développement au Rwanda: facteurs et objectifs prioritaires du plan, la marge de chance de réussite.

En guise d'introduction, ayons l'honnêteté et le réalisme de reconnaître que certes les instruments de recherche, d'étude et d'analyse des données de base pour la planification au Rwanda sont nécessairement imparfaits, mais que cependant le fait qu'il s'agit d'un plan intérimaire d'urgence permet de dégager des constatations prioritaires et de tabler sur des hypothèses valables, avec une marge de sécurité suffisante et une grande latitude permettant leur adaptation et réajustement durant la période de transition, avant d'arrêter un plan définitif basé sur des données mieux vérifiées.

On peut dire donc qu'avec une discipline à la fois implacable et souple, la marge de chance de réussite est d'ores et déjà assurée.

Avant d'aborder le recensement des facteurs les plus saillants et des objectifs prioritaires que postule le développement au Rwanda, je me permets de poser le problème par deux principes fondamentaux:

- 1° A court terme, la Planification est pour le Rwanda une option vitale de survie de sa population explosive, et à long terme, une voie vers la promotion économique et humaine par un niveau de vie plus élevé;
- 2° Le fond du problème est donc d'accroître la production pour faire face aux besoins de cette même population.

Brossé à grands traits, le contexte géo-politico-économique du Rwanda se caractérise comme suit:

- 1° Eloignement des voies économiques de transport: les Océans (l'accès le plus court Rusumo-DAR-ES-SALAM sera de 1379 Kms)

Avec pour conséquences, les coûts très élevés à l'exportation et à l'importation, la diminution des bénéfices en devises à l'exportation, l'accroissement des dépenses à l'importation, le freinage des biens d'équipement, la dépendance économique envers les pays voisins, le danger d'isolement et d'étouffement à la moindre difficulté, le courant insuffisant de circulation et d'échange de marchandises.

- 2° Explosion démographique exceptionnelle.

Avec une population de 3.000.000 qui aura doublé d'ici 20 ans, sur une superficie de 26.338 Km<sup>2</sup>, une densité démographique moyenne de 114 habitants au Km<sup>2</sup>, des terres cultivables représentant 8.083 Km<sup>2</sup> de la superficie totale, une densité physiologique de 367,43 habitants au Km<sup>2</sup>, un pourcentage très élevé des jeunes de moins de 18 ans: 51,4% chiffre de 1965, donc beaucoup de bouches à nourrir et à entretenir par une population minoritaire adulte, active et productive: 43,4% soit 1.300.000 habitants, un taux de natalité de 4,22%, un taux de mortalité de 1,95% et donc un taux d'accroissement de 2,27% chiffre de 1949. D'où un taux d'accroissement réel actuel se situant entre 3 et 3,5% par an qui reste exceptionnellement élevé de toute l'Afrique.

D'où sans un effort massif d'investissement et de production accrue, le problème démographique restera insoluble.

- 3° Raréfaction des terres cultivables.

Les terres aptes à une utilisation agricole sont estimées à 1.853.593 Ha, donc 70,4% de la superficie totale du Rwanda contre 751.786 Ha soit 28,5% des terres inexploitable.



La répartition des terres exploitables se fait comme suit:

- 808.375 Ha ou 30,6% de terres cultivables,
- 817.116 Ha ou 31% de terres de pâturages,
- 228.102 Ha ou 8,8% de terres boisées ou à reboiser.

Cette raréfaction des terres cultivables est aggravée par l'accroissement démographique explosif, l'érosion catastrophique et le déboisement, la surcharge humaine et bovine, l'exploitation irrationnelle, le relief très tourmenté, la superficie importante occupée par des lacs, des marais non valorisés faute de capitaux, des régions semi-arides et savanes de l'Est.

Donc bien que relativement riche, le sol rwandais se dégrade et s'épuise très rapidement parce que rarement enrichi et sans fumure suffisante.

D'où la première priorité est de sauvegarder à tout prix ce capital rare qu'est la terre.

#### 4° Production agricole à accroître et valoriser.

Dans une première phase du développement le rôle moteur de la production agricole est essentiel, d'abord pour survivre, ensuite pour s'épanouir c'est-à-dire pour mieux vivre: satisfaire les besoins de subsistance, exporter et importer pour s'équiper, améliorer le revenu monétaire, la balance commerciale, constituer l'épargne...

Il faut donc passer rapidement d'une économie de subsistance à une économie de marché, d'une économie d'auto-consommation à une économie monétaire, par l'amélioration et l'accroissement du volume de productivité agricole pour les cultures industrielles, diversifier les productions d'exportation: café, thé, pyréthre, orienter, spécialiser et régionaliser les productions agricoles, les rendre complémentaires pour une économie de marché, avec atténuation de la dépendance monoculturelle des fluctuations des prix sur les marchés mondiaux, valoriser comme déjà dit le facteur rare: la terre, consentir un grand effort d'investissements agricoles, se préoccuper de la formation des cadres adéquats, jamais perdre le contact avec la population rurale à animer et à sensibiliser au développement.

En conclusion, il faut accroître la production à un taux minimum de 3% l'an en s'efforçant d'atteindre le plus tôt possible le taux de croissance de 5%, vue la nécessité de faire face à la croissance démographique supérieure à 3% par an.

#### 5° Industrie encore embryonnaire.

Le taux d'industrialisation du Rwanda qui est encore très modeste, doit s'accélérer pour résoudre plus que la production agricole, le problème du sous-emploi chronique et assurer le plein emploi, améliorer le revenu intérieur brut qui est en-dessous de la moyenne.

En effet en 1964 l'effectif total de l'emploi était de l'ordre de 11% de la population adulte masculine, donc un faible niveau d'emploi: 5,71% de la population active (1.300.000) pour le secteur public, 3,95% de la population active pour le secteur privé, avec la prédominance du secteur primaire dans l'emploi: 33% des effectifs recensés affectés à l'agriculture et aux industries extractives.

Quant au revenu intérieur brut par habitant qui est très faible, il s'élevait à 2.163 Fr.Rw. ou 43\$ U.S. en 1964, alors que le produit monétaire était de 866 F.Rw. soit 17,3 \$ U.S.

Dans les prévisions de 1970 pour l'ensemble du secteur salarié privé et public, l'augmentation de l'emploi sera de 23.700 unités, soit une augmentation de près de 31% de l'estimation globale de 1964 (74.290). Elle correspondra à une amélioration sensible du taux de l'emploi puisque dans le même temps la croissance de la population aura été de 17%.

Pour le produit intérieur brut, il est prévu une augmentation de l'ordre de 34% du Produit Intérieur Brut de 1964 à 1970, soit un taux moyen annuel de croissance de 5%, une augmentation de produit intérieur monétaire de 74,6% (soit un taux moyen annuel de croissance de 9,6%), et une amélioration du produit par habitant qui s'élèvera:

- pour le produit intérieur brut par capita: de 2.163 F.Rw. (en 64) à 2.538,9 F.Rw. (en 70) au lieu de 50,77\$ U.S. dans l'hypothèse de non-dévaluation. .../... soit de 43\$ U.S. à 25,389\$ U.S. (en 70)



- pour le produit monétaire:  
de 866 F.Rw. à 1.297,7 F.Rw.  
soit de 17,3\$ U.S. à 0,25.95\$ U.S. au lieu de 25,95\$ U.S. dans  
l'hypothèse de non-dévaluation.

Etant donné que pour l'industrialisation le Rwanda dispose quand même d'un certain nombre d'atouts non négligeables, tels entre autres, une main-d'oeuvre excédentaire, un potentiel énergétique considérable, des matières premières du sol et sous-sol intéressantes, il importera de procéder selon les priorités que voici: 1- Valorisation maximale des produits agricoles, 2- Valorisation des industries de biens de consommation, 3- Préparation de la mise en oeuvre de l'industrie lourde.

Il faudra donc procéder par étape en commençant par ce qui est disponible pour atteindre le souhaitable:

- Rationalisation de l'industrie extractive: faute de prospection généralisée et d'exploitation rationnelle, le sous-sol n'a pas encore dit son dernier mot; voilà donc un problème de capitaux et d'investissements, afin de valoriser les productions minières, le gaz méthane du lac Kivu, les gisements de tourbe, etc...
- Valorisation des produits de l'agriculture et de l'élevage comme le café, le thé, le pyréthre, arachide, coton, soja, canne à sucre, banane, lait, cuir, légumes ...
- Implantation des industries de consommation et de transformation diverses: textiles, alimentaires, chimiques, mécaniques, etc..
- Préparation des industries de base:
  - métallurgique: fonderie d'acier, d'étain.
  - valorisation du gisement de gaz méthane avec les industries dérivées: chimiques, plastiques, etc...
- Industrie énergétique comme préalable nécessaire à une industrialisation véritable: potentiel très élevé, mais interconnexion urgente des centrales de la NTAUKA et de MUKURA avant de songer aux aménagements nouveaux.
- Organisation de l'industrie artisanale et touristique, dont le potentiel est certain et l'attrait particulier, en fonction des facteurs d'une tradition artisanale antique, du climat tempéré, constant et printanier, des paysages paradisiaques: lacs d'un bleu d'azur, volcans majestueusement célestes, parcs de renom en faune et flore.

Ceci favorisera l'importation massive des devises étrangères.

En conclusion, constatons l'importante contribution des industries dans la création des emplois: 2.179 emplois cités dans les besoins, 1.439 emplois retenus dans la tranche prioritaire quinquennale sur un total global de 23.700 unités.

#### 6° Dépendance à l'égard des aides extérieures pour les investissements productifs et leur financement.

En effet le financement extérieur représente 68,74% du financement total et 80,58% du financement monétaire - C'est dire donc la prépondérance de l'aide extérieure sur le financement intérieur qui est de 31,25% des investissements proposés par la tranche prioritaire.

Ce qui précède traduit donc la faiblesse du niveau économique et donc de la formation du capital épargne, un niveau bas de revenu, des finances publiques déficitaires, la capacité d'exporter insuffisante, la balance des paiements en déséquilibre, et donc la modicité des ressources monétaires pour l'investissement.

Tous ces impératifs posent donc la souplesse et le réalisme dans la négociation des aides extérieures, la poursuite énergique de la formation du capital national, la mobilisation de l'épargne privée, la création et l'encouragement des organisations coopératives et pré-coopératives ainsi que d'une Banque de Développement devant centraliser et financer les programmes d'investissements productifs, l'accroissement des ressources financières et monétaires par une fiscalité et une taxation adaptées, car leur niveau actuel interdit le développement, la promotion du développement communautaire avec l'épargne travail qui est estimée à 14,69% des investissements totaux et 57% du financement intérieur grâce à l'information qui permet la mobilisation des masses dans le processus du développement.



Il faudra donc améliorer sensiblement le taux d'investissements publics qui en 1965 se situait vers 3,8%, ce qui est encore très modeste.

7° Carrence alarmante des cadres.

Ceci a pour conséquence une administration publique généralement inefficace, et pour cause un enseignement inadapté aux problèmes du développement, orienté vers la bureaucratie.

Comme déjà relaté dans les considérations préliminaires, sans le concours conscient de l'homme en tant qu'agent du développement, celui-ci serait illusoire - C'est dire donc l'importance déterminante de l'investissement intellectuel dans le développement et la promotion de l'homme.

La pénurie des cadres moyens d'encadrement constituera un obstacle essentiel au développement, le plus difficile d'ailleurs à lever, car toute improvisation dans ce domaine peut être catastrophique. Il faut un effort intense de perfectionnement et de formation qui exige le respect d'un timing raisonnable.

L'effort que consent la Nation pour la scolarisation est énorme, car le taux de scolarisation estimé à 27% en 58-59, s'est élevé à 48% en 64-65, sur base des effectifs scolarisables de 25% de la population totale dont à l'école primaire 90% de garçons et 67% de filles.

Etant donné les facteurs défavorables, comme les locaux peu satisfaisants et insuffisants, le matériel didactique très limité, et la pénurie des maîtres qualifiés, il faudra résoudre le problème essentiel de l'enseignement qui est celui de l'adaptation de la politique scolaire aux ressources financières et humaines disponibles et de l'orientation aux impératifs du développement: former les cadres orientés vers les tâches du développement et selon les besoins prioritaires, grâce à un cycle d'orientation unique et programmé pour déboucher sur des spécialités déterminées.

Après ce tour d'horizon, je crois qu'il est temps de passer au dernier chapitre de mon exposé.

### Chapitre III: Constatations finales:

Le pays est condamné à réussir,  
ne fût-ce que pour sa survie.

Comme il appert ci-dessus, ne serait-ce que seulement pour survivre à sa pression démographique qui pèse sur le pays un grave danger, le Rwanda se trouve devant un problème vital, celui de réussir son développement à tout prix. Avant tout donc il doit renforcer l'économie pour faire face à l'explosion démographique.

Bien sûr pour réussir un développement planifié, il ne suffit pas de préparer un programme d'action traduisant la volonté générale de changement, ni d'en décider les objectifs prioritaires, il faut en assurer l'exécution effective. C'est donc poser dans le cas du Rwanda, le problème de la capacité de réalisation des objectifs prioritaires retenus pour une période quinquennale. Durant cette période de relance de l'économie, la tâche ne sera pas aisée, car le volume global des priorités retenues est considérable eu égard aux moyens limités pour y faire face.

En partant de l'année 1964, nous constatons que le produit intérieur brut a été évalué à 6.500 millions.

La valeur des besoins d'investissement retenu s'élève à environ 7 milliards. Son exécution en 5 ans correspondrait à un rythme moyen annuel d'exécution de 1.400 millions soit environ 21,5% du produit intérieur de 1964 - Si le produit intérieur s'accroît au rythme de 5% par an la masse de 7 milliards d'investissements représenterait encore près de 20% du produit de la période quinquennale.

Mais malgré la sous-estimation des investissements privés, si toutes les opérations retenues, publiques et privées étaient réalisées, la masse globale des investissements approcherait probablement de 23 à 24% du produit intérieur brut.